

Perrier-Jouët : des élus alarmés mais démunis

ÉPERNAY/REIMS Le transfert de 41 emplois du site de production depuis la célèbre avenue de Champagne jusqu'à Reims, inquiète les élus locaux qui ont peu de leviers d'action face à une décision dépendant d'une entreprise privée.

LES FAITS

- **Le 9 février**, les salariés de Perrier-Jouët à Épernay apprennent que la direction projette de transférer le site de production (sauf la cuverie) à Reims, chez Mumm.
- **Ce sont 41 emplois** qui sont concernés.
- **Refusant ce projet**, ils manifestent leur mécontentement à trois reprises, les 15, 23 et 25 février, à chaque fois avec la totalité du personnel concerné.
- **Beaucoup s'inquiètent** d'une dévitalisation du site sparnacien et d'un risque de doublons avec les employés de Mumm à Reims, ce qui conduirait à des licenciements à terme.
- **La direction**, qui assure qu'il n'y en aura pas, souhaite transformer le site de l'avenue de Champagne en vitrine œnotouristique, profitant de la future inauguration du musée du vin de champagne et d'archéologie régionale, juste en face.

MAXIME MASCOLI

On va aller chercher tous les soutiens possibles. On a déjà rencontré le maire d'Épernay, on va solliciter la sous-préfète, le député Éric Girardin... on a besoin de se faire entendre. » Mardi matin, devant les grilles de Perrier-Jouët, ce salarié résumait l'envie de ses collègues : face au projet de transfert (voir ci-contre) de leur site de production à Reims, ils comptent sur les relais politiques pour faire entendre leur voix et faire plier leur direction. Interrogés, ces derniers disent suivre avec attention le dossier. Mais ils sont bien démunis.

À commencer par Sarah Deplanque (Épernay en commun, groupe citoyen et communiste) et Denis Mathieu (France insoumise), tous les deux présents mardi matin, à deux moments différents, sur les lieux de



Les salariés d'Épernay sont vent debout contre le projet de transfert à Reims qui risque de faire partir une quarantaine de familles.

la manifestation. « Ça nous inquiète, explique Sarah Deplanque qui a fait un court discours de soutien auprès des salariés. Une grande maison comme ça qui déplace son site, ça interpelle. L'avenue de Champagne, c'est symbolique. » Denis Mathieu fait aussi le lien avec l'emplacement du site, sur la fameuse avenue. « Il n'y a plus que trois maisons qui fabriquent du champagne sur l'avenue, avec Pol Roger et Moët & Chandon alors qu'on investit pour la rénover. » Il s'inquiète aussi pour le sort des salariés « dont la vie va être bousculée. Certains vivent

du côté de Sézanne, ils vont devoir déménager ». Ce qui provoquerait de nouveaux départs du bassin d'emploi vers Reims.

“On espère qu'ils reviendront sur leur décision”

Antoine Humbert, PS

Une fuite qui n'augure rien de bon pour Antoine Humbert (Parti socialiste). « On espère qu'ils reviendront

sur leur décision. » Il va proposer de déposer un vœu de soutien aux salariés lors du prochain conseil municipal. Mais il ne peut faire guère plus. « C'est une société privée, on ne peut les empêcher », souligne Cindy Demange (Rassemblement national). Même si le groupe Pernod Ricard a un projet touristique pour le bâtiment qui sera vidé de ses ouvriers, elle espère « que ce ne sera pas juste une vitrine vide pour profiter de l'emplacement sur l'avenue de Champagne ». Elle a elle aussi écrit au maire, Franck Leroy, pour demander

des précisions sur la suite.

DU SOUTIEN

Ce dernier, qui a déjà rencontré les salariés, se montre discret. « Je suis sensible aux arguments soulevés par les salariés et j'ai fait le relais à la direction de la Maison. J'attends leur réponse. » Louant « la très belle marque viscéralement attachée à Épernay », il souhaite « que le dialogue permette une solution consensuelle ». Du soutien, les ouvriers en ont mais les élus n'ont pas vraiment de solutions pour eux. ■